

IL SERA VALIDÉ EN FÉVRIER

Tout sur le projet du crédit à la consommation

**Les entreprises éligibles au crédit à la consommation sont celles «qui sont installées durablement sur le territoire national». Il s'agit notamment des grandes entreprises, des PME et PMI et les TPE (artisans). Celles-ci doivent être en règle avec l'administration fiscale et les organismes de Sécurité sociale, être bancarisées et vendre avec factures.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon un document, dont le *Soir d'Algérie* a obtenu une copie et élaboré notamment par des représentants de l'UGTA, de l'Abef et du patronat, la «mise en place du crédit à la consommation, destiné exclusivement au financement des produits nationaux, ne pourra intervenir qu'après avoir assuré les prérequis suivants : «L'établissement de la liste des entreprises concernées par le dispositif, la confection de la nomenclature des produits finançables, le choix du type de crédit à la consommation à proposer et la modification de l'article 75 de la loi de finances (LFC) 2009». Dans le même document, il est indiqué que «les entreprises éligibles au crédit à la

consommation sont celles qui produisent ou assemblent des biens et/ou services destinés à la vente aux particuliers, et dont le taux d'intégration qualifiable et appréciable est égal ou supérieur à 40%». La liste en question, ajoute-t-on, sera arrêtée par les administrations, institutions et organisations compétentes telles que les ministères chargés de l'industrie, de la PME/PMI, du commerce, les chambres nationales et régionales de commerce et d'artisanat et les associations professionnelles.

Un crédit de 3 à 60 mois

Les rédacteurs des dispositions portant mise en place du crédit à la consommation indiquent que «la réintroduction du crédit à la consommation

visé à écouler la production nationale et à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens». A cet effet, il est à préciser que les objectifs recherchés étant de «stimuler par la consommation les activités des entreprises de production et de distribution de biens durables, tous statuts confondus et dont les capacités installées sont actuellement sous-utilisées». Par ailleurs, les produits concernés par le crédit à la consommation sont les «biens durables à usage domestique des particuliers et des ménages issus de la production nationale tels que les meubles et articles d'ameublement, l'électroménager, l'électronique, les textiles et l'habillement, les matériaux de construction, etc.». Sur un autre plan, les bénéficiaires de ce crédit, soit les personnes physiques, doivent disposer «d'un revenu régulier et suffisant en Algérie, justifiant d'une résidence en Algérie et titulaires d'un compte bancaire ou un compte courant postal (CCP)». Il est indiqué aussi que «le montant du crédit peut être un multiple du montant du SNMG, soit 20 fois le SNMG, que la consommation est portée sur une

période allant du court terme au moyen terme, soit entre 3 mois et 60 mois, selon l'objet à financer, que le montant du crédit est égal au maximum à 70% du bien à acquérir et que la capacité mensuelle de remboursement ne doit pas excéder 30% du revenu mensuel».

Taux de crédit à définir

Le taux du coût de crédit n'est pas fixé au préalable. La partie traitant de cette question stipule que «le coût du crédit comprend les intérêts, les frais bancaires liés au contrat de crédit et la prime d'assurance». «Les taux d'intérêts sont librement négociables au sein de la place. Néanmoins, la Banque d'Algérie fixe un taux à ne pas dépasser et ce, conformément à l'article 9 du règlement de la Banque d'Algérie n°13 -01 du 8 avril 2013 fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque.» Par ailleurs, les procédures d'octroi du crédit stipulent que l'acquisition du bien à acquérir ne peut se faire qu'auprès d'un vendeur commercialisant des produits issus de la produc-

tion nationale. «Le client remettra à son banquier une demande de crédit accompagnée du dossier type de la banque dûment rempli ainsi que d'une facture pro forma par le vendeur. (...) Les banques et les établissements financiers doivent toujours assurer un suivi de l'utilisation des crédits, afin de déceler le plus rapidement possible les signes annonciateurs d'incidents de paiement, car il est plus facile de traiter un problème à ses débuts qu'en situation aggravée. Dans le traitement des incidents de paiement, les banques et les établissements financiers privilégient généralement les solutions amiables avant de recourir aux procédures judiciaires souvent longues et coûteuses», lit-on dans le document. Enfin, le document évoque la nécessité de mettre en place une centrale des risques à même de «déterminer dans l'intérêt commun des banques et des établissements financiers, le montant des concours dont bénéficie chaque client auprès des institutions financières, de manière à connaître son endettement bancaire global».

A. B.

RECHERCHE ET EXPLOITATION D'HYDROCARBURES

Le 4<sup>e</sup> appel d'offres enfin lancé

**Le quatrième appel d'offres pour la recherche et exploitation d'hydrocarbures a été lancé, enfin, hier.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - C'est ce que le président de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Sid-Ali Betata, a annoncé hier lors d'une conférence de presse, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, et du P-dg du groupe Sonatrach, Abdelhamid Zerguine. Selon le président d'Alnaft, cet appel à la concurrence, le premier après l'amendement opéré en janvier 2013 et dont la publication officielle est intervenue dès hier et aujourd'hui, concerne 31 périmètres dont 17 sont localisés dans le Grand Sud-Ouest et 5 dans le nord du pays. Cet appel concerne en fait l'exploration et le développement des hydrocarbures tant conventionnels (pétrole et gaz) que non conventionnels (gaz de schiste notamment et dans quelque 17 périmètres), dans la mesure où le développement des énergies d'origine fossile se poursuivra, assure le ministre. Mais une invite à l'intérêt international pour le

domaine minier algérien qui reste problématique, dans le contexte actuel même si Youcef Yousfi n'exprimera pas, certes, d'appréhensions. Comme le ministre de l'Energie se montrera assez évasif quant au retour des compagnies étrangères partenaires (BP et Statoil) de Sonatrach dans le développement du complexe gazier de Tiguentourine (In Amenas).

«Il ne m'appartient pas de me prononcer à la place des opérateurs étrangers», assure Youcef Yousfi qui indique néanmoins que la relance du complexe, dont deux trains sont déjà opérationnels et le troisième devant l'être dans quelques semaines, a été effectuée «en étroite concertation avec nos partenaires même s'ils ne sont pas présents physiquement».

De même, M. Yousfi tiendra à minimiser des répercussions assez négatives en matière de forage et de boosting, tout en reconnaissant que des actes terroristes ou non sont parfois commis dans des zones reculées et isolées. De même, il indiquera le retour de travailleurs étrangers à In Salah, certes sans être très explicite. L'occasion pour le ministre de l'Energie notamment de rendre

hommage aux victimes de l'attaque terroriste et de saluer la «victoire éclatante de l'Algérie contre le terrorisme», sa «détermination à lutter contre». Mais aussi de «rendre un hommage particulier à l'Armée nationale populaire» et de relever le «haut niveau de dévouement et d'engagement» des cadres algériens qui ont œuvré à la défense des expatriés mais aussi à la relance de l'unité. L'opportunité également pour le ministre de tutelle d'exprimer sa satisfaction quant aux résultats obtenus en 2013 dans le domaine de l'exploration et le développement de l'amont et de l'aval pétrolier et gazier et à propos desquels il s'était exprimé récemment.

Et cela même si le P-dg de Sonatrach ne manquera pas d'évoquer une baisse de 4% de la production primaire d'hydrocarbures (notamment au niveau de gisements en association et en raison de l'attaque de Tiguentourine), la production passant à 190 millions de tonnes équivalent pétrole. Comme Abdelhamid Zerguine fera état d'une contraction des quantités d'exportations d'hydrocarbures de 7%, le volume passant à 100 millions de TEP en raison de la contraction de la demande

et de l'attrait d'autres sources comme le charbon. Abdelhamid Zerguine indiquera également que le chiffre d'affaires réalisés par Sonatrach en 2013, de l'ordre de 63,5 milliards de dollars, a enregistré une baisse de 10% par rapport à 2012 et une contraction de 12% par rapport à 2011.

Par ailleurs, Youcef Yousfi a écarté à court et moyen terme toute hausse des tarifs de l'électricité et du gaz même si la révision demeure possible dans «le futur», tout en exprimant son satisfecit quant à la bonne distribution de l'énergie durant l'été 2013 et en appelant le groupe Sonelgaz à «accélérer» les efforts en matière d'électrification rurale et distribution publique du gaz et en évoquant le projet d'une nouvelle «organisation» des filiales concernées. Notons dans ce contexte et parmi les chiffres communiqués par le directeur finances de Sonelgaz, Abdelkader Choual, l'important déficit enregistré en 2013 par le groupe énergétique (un résultat net déficitaire de 22,6 milliards de dinars pour un chiffre d'affaires de 222 milliards de dinars et un déficit de trésorerie de l'ordre de 76 milliards de dinars).

C. B.

LES TRAVAUX SERONT ENTAMÉS AU COURS DE CETTE ANNÉE

Un million de nouveaux foyers seront alimentés en gaz naturel

**Un million de foyers seront raccordés au gaz naturel dans le cadre de la deuxième tranche du programme quinquennal 2010-2014. Dans cet objectif, la Compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG), filiale du groupe Sonelgaz, procède depuis lundi dernier à la sélection des sociétés qui seront retenues pour la phase commerciale.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Une centaine de soumissionnaires ont répondu à l'appel d'offres de cette compagnie, mandataire de la société algérienne de Gestion du réseau de transport gaz (GRTG). «Une

première du genre» commentent d'ailleurs les initiateurs. Cet appel d'offres ouvert est lié à la fourniture de l'ensemble des équipements, la construction et la mise en service de cinq ouvrages infrastructurels et 33 dis-

tributions publiques inscrits dans le nouveau programme quinquennal 2010-2014 sur sa deuxième tranche. Boualem Merahi, directeur engineering du gaz au niveau de la CEEG a expliqué que la société a déjà achevé le premier programme, initié par les pouvoirs publics, qui a concerné l'alimentation de 880 localités en gaz naturel. «Nous sommes sur le point de lancer le nouveau programme qui consiste à l'alimentation d'un million de foyers en gaz, soit 754 projets répartis sur 44 wilayas et touchant 2 217 localités sur

un réseau de transport haute tension d'environ 6 750 km, d'une enveloppe de l'ordre de 211,6 milliards de dinars». Et de souligner que la compagnie a déjà entamé les travaux depuis trois ans et les études sont en cours d'achèvement et les équipements sont déjà disponibles.

Une partie de ce nouveau programme a été entamée depuis l'année dernière, et depuis deux ans, 144 projets ont été lancés dont une partie est déjà en exploitation. Pour cette deuxième tranche en voie de lancement poursuit

le responsable, qui compte 350 projets «nous espérons, après la fin de l'ouverture technique des plis qui va s'étaler jusqu'à jeudi, signer les contrats courant mars prochain et pouvoir démarrer le programme vers le 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre de l'année en cours». A la fin de ces projets, la compagnie, qui a déjà réalisé plus de 870 ouvrages, espère atteindre un taux de pénétration de 70 à 80%. Fin 2013, le réseau gaz réalisé par la compagnie depuis 2002 a atteint les 15 900 km.

S. A.

TRAVAUX PUBLICS

L'État a investi 50 000 milliards de DA depuis 2000 pour le développement des infrastructures

**L'Algérie a investi quelque 50 000 milliards de dinars depuis l'année 2000 pour la préservation, la modernisation et le développement des infrastructures routières, aéroportuaires et maritimes, a affirmé hier à Alger le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali.**

«L'Etat algérien a investi 50 000 milliards de dinars dans le secteur des travaux publics depuis

l'année 2000 à ce jour», a-t-il déclaré lors du forum du quotidien *Echaâb*, consacré à la présentation du bilan et des axes de la stratégie du secteur. Selon M. Chiali, ce montant atteste des efforts colossaux consentis et de la priorité accordée par les pouvoirs publics au développement des infrastructures en Algérie afin de répondre aux attentes multiples des citoyens. «Dans les pays développés, on consacre 20% du budget de l'Etat aux infrastructures. En Algérie, nous sommes à près de 15% du budget public», s'est-il félicité.

Sur le montant global de 50 000 milliards de dinars, «4 800 mds de dinars ont été consacrés pour la réalisation des routes, 180 mds de dinars pour les ports et 80 mds de dinars pour les aéroports», a-t-il précisé. Le ministre a fait savoir également que plus de 2500 ouvrages d'art ont été réalisés depuis 1999 dont 1 000 sur l'autoroute Est-Ouest. Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, l'Algérie est le deuxième pays en Afrique (après l'Afrique du Sud) à détenir un réseau routier aussi grand s'étendant sur 115 000 km de longueur. «A l'échel-

le du Maghreb arabe, notre pays détient près de 50% du réseau routier», a-t-il ajouté. M. Chiali a affirmé, en outre, que la «première préoccupation» de son département est la préservation de tout ce patrimoine, mais aussi sa modernisation, mettant l'accent sur la nécessité de désenclaver toutes les régions de l'Algérie aussi lointaines soient-elles.

«Notre stratégie est inscrite dans une vision régionale», a-t-il assuré.

(APS)